

D 1059 NICARAGUA: LE CONTENTIEUX POLITIQUE  
A L'INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE

A l'occasion d'une sombre querelle à propos du cardinalat de Mgr Obando, la polémique vient de rebondir avec force entre le Centre oecuménique Antonio Valdivieso et l'évêché de Managua. Les querelles politico-religieuses avaient porté, entre autres sujets, sur la présence des prêtres au gouvernement (cf. DIAL D 995, 999 et 1020) ou sur le problème du service militaire (cf. DIAL D 881, 959 et 987). Cette fois ce sont les chrétiens pro-sandinistes du Centre Valdivieso, lieu de rencontre et d'étude, qui sont qualifiés par le bulletin diocésain de Managua d'"Eglise populaire nuisible et malveillante". Les responsables du centre publièrent le 12 septembre 1985 une longue réponse, ayant valeur de manifeste. Nous la publions intégralement ci-dessous, comme élément supplémentaire du dossier de la division de l'Eglise catholique. On rapprochera utilement ce document de l'analyse sur "la stratégie de l'affrontement" de la part de la hiérarchie de l'Eglise (cf. DIAL D 912).

————— Note DIAL —————

Document du Centre oecuménique Antonio Valdivieso:  
L'ÉGLISE ET LA RÉVOLUTION

Une campagne d'accusations

On a assisté dans les dernières semaines, de la part de certains secteurs de la hiérarchie ecclésiastique du Nicaragua, à une amplification au plan national et international de la campagne d'accusations contre le Centre oecuménique Antonio Valdivieso. Cette campagne s'est "amplifiée", car elle n'est pas un fait nouveau: le Centre est visé, depuis le début de sa difficile trajectoire, pour son effort d'accompagnement dans une perspective chrétienne des premiers pas du Nicaragua révolutionnaire.

Ce qui est peut-être nouveau, c'est le prétexte: un écrit anonyme, attribué sans autre forme de procès au Centre Valdivieso et que certains continuent de lui attribuer, en dépit de la fermeté de son directeur à dénier toute implication dans sa rédaction. Mais comme le directeur s'était limité dans un premier temps à rejeter toute participation de sa part ou de celle de ses collaborateurs, certains médias ont cru bon d'affirmer que s'il n'avait pas critiqué ce texte, c'est qu'il était d'accord avec son contenu!

Un argument aussi primaire ne mérite pas discussion. S'il ne vaut rien parce qu'il ne prouve rien, il est par contre hautement significatif de l'"objectivité" de ces moyens d'information. Tout autre commentaire est superflu.

Nous voulons cependant profiter de ce débat pour clarifier notre position sur un problème central que l'écrit en question soulève à nouveau, et qui a surgi bien avant, sur la base du triomphe de la révolution populaire: le problème des relations entre l'Eglise et l'Etat révolutionnaire.

Cette clarification de principes prend appui sur l'expérience acquise par les chrétiens, catholiques et protestants engagés dans la révolution, tout au long de ces six années dernières. En tant que centre oecuménique, nous voulons être témoins de la nouvelle unité chrétienne qui est en train de se faire entre protestants et catholiques, sur la base de la participation aux luttes populaires. Nous voulons rappeler à ceux qui mènent la campagne de dénigrement contre le Centre Valdivieso, qu'ils attaquent en même temps nos frères protestants et font obstacle à l'unité oecuménique en gestation.

Cette déclaration de principes prend également appui sur la lettre pastorale de l'épiscopat nicaraguayen du 17 novembre 1979, intitulée "L'engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau" (1), et que nous continuons de considérer comme notre charte fondamentale (2). Mais nous trouvons étrange que, très souvent, les auteurs de ce document historique du magistère semblent l'oublier complètement, et qu'ils en viennent même à dénoncer aujourd'hui comme étant infiltration marxiste ce que cette lettre pastorale proposait alors comme étant une vérité catholique.

#### La lettre pastorale de novembre 1979

Le triomphe de la révolution a créé dans les relations entre l'Eglise et l'Etat révolutionnaire une situation sans précédent. Le mouvement populaire de libération, avec le Front sandiniste à sa tête, a pris le pouvoir; et les communautés chrétiennes qui ont été et continuent d'être partie prenante participent à leur manière au pouvoir. La présence de prêtres et d'autres militants chrétiens reconnus dans les structures gouvernementales est un signe parmi d'autres de cette situation nouvelle.

A cette époque, les évêques nicaraguayens invitent les chrétiens à découvrir les possibilités inédites qui s'ouvrent à la créativité populaire: "Dans l'allégresse d'un peuple pauvre qui, pour la première fois de son histoire, se sent maître de son pays, nous voyons l'expression d'une créativité révolutionnaire ouvrant des espaces larges et féconds à l'engagement de tous ceux qui veulent lutter contre un système injuste et oppresseur, et cherchent à édifier un homme nouveau."

---

(1) Cette lettre pastorale du 17 novembre (cf. DIAL D 589) est à rapprocher de la "Déclaration des évêques du Nicaragua" du 31 juillet 1979 (cf. DIAL D 556). C'est parce qu'ils avaient fait une déclaration extrêmement critique et négative au lendemain de la victoire des sandinistes du 19 juillet 1979, que les évêques du pays se sont résolus à signer le document de novembre suivant, beaucoup plus positif par rapport au nouveau régime. Autant il est évident que le texte de juillet représente la pensée de l'épiscopat - et les faits ultérieurs viendront le démontrer -, autant il apparaît que le texte de novembre n'a été pour les évêques qu'une déclaration "de complaisance" ne reflétant aucunement leur vision des choses. Les signataires sont les mêmes pour l'un et l'autre document, mais les rédacteurs réciproques sont aux antipodes les uns des autres. Par quel jeu d'influences cela a-t-il été possible? (NdT).

(2) La question se pose: une "lettre pastorale" signée officiellement par les membres d'une conférence épiscopale est-elle normative pour le peuple chrétien correspondant quand les signataires pensent et font le contraire de ce que contient le document? Pour perdre sa valeur de référence, une telle pastorale doit-elle être officiellement désavouée par ses signataires? (NdT).

Aussi, les chrétiens révolutionnaires, qui avaient dénoncé le pouvoir oppresseur durant la décennie antérieure, n'avaient-ils plus de raison de poursuivre l'affrontement. Leur combat n'était en effet aucunement basé sur un refus anarchique de tout pouvoir, mais sur une identification au peuple opprimé et à sa lutte contre le pouvoir oppresseur.

La participation au pouvoir n'est pas perçue par les chrétiens comme une occasion de dominer, mais bien de servir le peuple. Les évêques avaient déclaré expressément: "Nous pensons que le moment révolutionnaire actuel est l'occasion favorable de concrétiser le choix prioritaire des pauvres (3)." Ils ajoutaient: "Nous avons aujourd'hui, dans notre pays, une occasion exceptionnelle de témoigner et d'annoncer le royaume de Dieu. Nous ferions gravement preuve d'infidélité envers l'évangile si, par peur, par méfiance, par sentiment d'insécurité devant un processus radical de changement social, sous prétexte de protéger les faibles ou de défendre des intérêts privés importants, nous laissons passer cette occasion - exigeante certes, mais unique - de concrétiser le choix prioritaire des pauvres demandé par Jean-Paul II et la conférence de Puebla."

Cependant l'analyse et le jugement du pays sur l'événement historique du triomphe révolutionnaire ne sont pas unanimes. Une large majorité qui s'était manifestée dans l'insurrection finale et qui s'est confirmée cinq ans plus tard dans les élections, reconnaît dans le Front sandiniste l'avant-garde du peuple (4). Elle considère donc que ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir au Nicaragua représentent les aspirations historiques du bloc révolutionnaire populaire. S'il en est ainsi, les chrétiens qui font partie de ce bloc ne peuvent s'affronter au pouvoir; ils ont au contraire, dans la cohérence avec leurs principes, à assumer face à lui une attitude claire de soutien critique (5).

C'était là précisément la position prise par les évêques nicaraguayens trois mois après le triomphe: "Diverses forces ont généreusement contribué à cette étape historique et personne ne doit mettre d'obstacle à leur participation. A leur tête, à l'évidence, le Front sandiniste de libération nationale tient une place historique."

#### Un changement d'opinion, sans raison avouée

Cependant certains de nos frères dans la foi, dont la majorité des évêques nicaraguayens, font aujourd'hui sur le Front sandiniste et sur son enracinement populaire une analyse différente et portent sur eux un jugement politique. On n'a jamais donné au peuple la raison d'un changement aussi profond. Ils pensent aujourd'hui que le Front sandiniste ne représente pas la majorité du peuple, mais une minorité; que, donc, la prise du pouvoir par le Front ne se fonde pas sur l'expression libre de la volonté populaire, mais qu'elle constitue une appropriation violente et une distorsion du projet démocratique originel. Ils mettent en question la légitimité de l'Etat sandiniste et, par conséquent, son droit à convoquer le peuple pour le service militaire. Dans leur optique, le sandinisme est de ce fait un régime oppresseur de caracté-

---

(3) Traduction préférable au barbarisme de "option préférentielle pour les pauvres" (NdT).

(4) Il s'agit ici de la théorie politique de "l'avant-gardisme" en vertu de laquelle un parti déterminé serait dépositaire de la vérité historique de la classe prolétaire. La question se pose à propos du parti sandiniste au Nicaragua: Est-il un parti différent des autres? Ce qui justifierait son "avant-gardisme", mais par le fait même fausserait le jeu politique démocratique. Ou bien n'est-il qu'un parti parmi les autres, mais avec la légitimité historique d'avoir abattu la dictature de Somoza? Ce qui n'enlève rien à son hégémonie éventuelle, mais permet de clarifier le débat politique au Nicaragua (NdT).

(5) En adoptant le principe du "soutien critique", le document du Centre Valdivieso évite la radicalisation dogmatique dans le débat politique nicaraguayen (NdT).

ristique "marxiste-léniniste", lequel a beaucoup de ressemblances avec le somozisme. C'est pourquoi ils pensent qu'en raison de leur foi ils ont le devoir de dénoncer et de combattre le nouveau pouvoir oppresseur, comme ils l'avaient fait vis-à-vis de l'ancien pouvoir (du moins, dirions-nous, dans sa dernière phase).

Tout chrétien a le droit de choisir, à la lumière de sa foi, parmi les positions politiques opposées. Pour notre part notre conviction est que, à l'heure actuelle, le soutien au Front sandiniste et à son projet historique est la position la plus conséquente au regard de la foi chrétienne et du choix prioritaire des pauvres. Nous reconnaissons cependant à d'autres frères le droit de penser différemment et d'agir selon leurs convictions. Nous pensons aussi que cette diversité politique et culturelle, aussi profonde soit-elle, ne devrait pas briser notre communion dans la foi et dans l'amour de Jésus. Et nous sommes très affectés de voir que nos frères et nos évêques ne nous reconnaissent même pas le droit de choix politiques qu'ils revendiquent pour l'opposition; nous sommes affectés de voir qu'ils lient la communion ecclésiale à un choix politique et culturel déterminé, c'est-à-dire antisandiniste, et que sur cette base ils en viennent à mettre en question notre authenticité chrétienne. Il ne fait pas de doute que l'appel à la réconciliation (6), que les évêques ont lancé et continuent de lancer à l'ensemble du pays, est la tâche la plus urgente pour l'Eglise et pour le peuple nicaraguayen. Nous sommes totalement disposés à apporter notre collaboration en ce sens.

Mais à notre avis, la réconciliation entre les croyants doit reposer sur l'unité de la foi et de l'amour, dans le don inconditionnel à Jésus et à Dieu notre Père, dans l'identification de tous aux intérêts du peuple. Aussi la réconciliation entre les croyants ne signifie-t-elle pas nécessairement leur unité politique (ni sandiniste ni antisandiniste). Les frères évêques qui reprochent au minimum à nos positions d'opérer un lien excessif - et même une confusion - entre foi et politique, devraient être conséquents avec de tels principes quand ils appellent à la réconciliation. Ils ont le droit et le devoir de nous demander une adhésion totale à leur message de foi; mais ils n'ont ni le devoir ni le droit d'exiger notre adhésion à leur politique antisandiniste.

#### L'appel à la réconciliation est une accusation dissimulée

Appeler les Nicaraguayens à la réconciliation cela signifie concrètement les appeler à supprimer les causes de nos divisions. La difficulté de la tâche vient aussi de ce que nous, les chrétiens, ne sommes pas d'accord sur l'identification de ces causes. Certains évêques insistent pour dire que la cause des divisions et même de la guerre qui frappe le pays est l'idéologie du Front sandiniste, laquelle inciterait à la lutte et à la haine des classes. Ces évêques pensent que la diffusion de cette idéologie représente une agression du communisme international contre notre peuple chrétien: agression idéologique qui expliquerait et justifierait la rébellion armée de secteurs sociaux nicaraguayens, et même l'intervention nord-américaine.

Une telle analyse explique des faits aussi déconcertants que le silence des évêques devant les séquestrations et les assassinats de jeunes, de paysans et de Miskitos, et devant la barbarie de l'assassinat des mères de jeunes soldats à Mulukukú. Cela explique qu'on ne peut citer absolument aucune dénonciation de l'agression nord-américaine de la part d'un évêque ni-

---

(6) Lettre pastorale de l'épiscopat nicaraguayen sur la réconciliation, du 22 avril 1984. Cf. DIAL D 945 (NdT).

caraguayen actuel, et que, pour appuyer notre dénonciation sur l'autorité de la hiérarchie catholique, il nous faille faire appel à un évêque nicaraguayen du début du siècle, Mgr Pereira y Castellón, ou à des évêques d'autres pays latino-américains, quand ce n'est pas d'Amérique du Nord.

En d'autres termes, l'appel des évêques nicaraguayens à la réconciliation, vu de près, est un acte d'accusation du Front sandiniste et de son idéologie comme responsables principaux des divisions et de la guerre. C'est une justification de la rébellion armée et de l'intervention. C'est un appel à la capitulation. Notre désaccord politique avec cette analyse du conflit est total. Mais ce qui nous intéresse ici ce n'est pas de discuter l'analyse, c'est la prétention de nous l'imposer au nom de la foi. Ce n'est pas de discuter la proposition épiscopale de réconciliation, c'est la prétention de présenter une proposition aussi partisane comme étant la réponse de "l'Eglise" aux problèmes du pays.

Il nous semble clair que cette proposition de paix ne peut unir le pays, mais qu'elle peut au contraire diviser l'Eglise, ce qu'elle fait: en donnant comme critère de l'orthodoxie chrétienne une profession de foi antisandiniste.

#### Au nom de la foi les évêques nous imposent des choix partisans

Nous ne critiquons aucun chrétien ni aucun évêque pour son choix partisan, mais nous critiquons ceux qui prétendent, au nom de la foi et de la communion ecclésiale, nous imposer un choix politique partisan. Ce ne sont pas ceux qui ont des choix politiques partisans qui divisent l'Eglise, mais ceux qui prétendent les imposer au nom de la foi.

Nous revendiquons le droit de choix politique pour nous-mêmes, mais aussi pour les autres chrétiens. Nous pensons même que prendre parti est inévitable, en particulier dans une situation objectivement polarisée comme celle de notre pays. Nous sommes tous de fait des hommes de parti, certains consciemment, d'autres inconsciemment.

Dans la mesure où notre choix politique partisan est inconscient, notre pensée exerce une vigilance moindre sur son influence, par exemple au plan religieux et théologique, et c'est ainsi qu'augmente le danger de confusion entre la foi et la politique.

Le danger est évidemment réel pour tous les chrétiens, quel que soit leur choix politique. Pour notre part, nous ressentons la nécessité de réfléchir davantage à ce problème, en particulier pour ce qui concerne les relations entre l'Eglise et l'Etat révolutionnaire. Nous sommes conscients que, dans une situation aussi nouvelle, nous ne pouvons nous contenter d'appliquer des formules élaborées dans des contextes politiques et culturels très différents. Si nous refusons un rapport conçu en termes d'affrontement, nous excluons également toute forme de subordination et, plus encore, d'identification entre Eglise et Front sandiniste: la convergence dans l'objectif fondamental de la Révolution, la libération nationale et populaire, se réalisent entre deux communautés et deux organisations distinctes et autonomes l'une par rapport à l'autre (7).

#### La convergence entre certains secteurs chrétiens et l'impérialisme

A l'évidence certains trouvent étrange et même sont scandalisés qu'on puisse parler de "convergence" entre Eglise et mouvement d'inspiration sandiniste et

---

(7) On notera la clarté de la position des chrétiens du Centre Valdivieso sur l'autonomie réciproque du politique et du religieux (NdT).

marxiste. Mais ils ne trouvent pas étrange ni ne sont scandalisés qu'il existe une convergence (évidente) entre certains secteurs chrétiens du Nicaragua, l'opposition bourgeoise et, au plan international, l'impérialisme nord-américain.

Pour nous les chrétiens qui agissons en fonction d'un choix prioritaire des pauvres, nous considérons comme naturelle la convergence avec tout mouvement s'inspirant du même choix fondamental. Comme dit Jésus: tout bon samaritain est notre prochain. Au Nicaragua, selon nous, c'est le cas du Front sandiniste.

C'est en ce sens que nos évêques nous ont orientés après le triomphe: "L'apport fondamental de l'Eglise (...) c'est celui de la priorité accordée au pauvre: il importe donc de donner son accord aux mesures et aux lois destinées à le sortir de sa marginalisation, à lui restituer ses droits et à renforcer les organisations qui garantissent sa liberté."

"Le peuple a héroïquement combattu pour défendre son droit de vivre dans la dignité, la paix et la justice. Telle a été la signification essentielle de son action contre un régime qui violait les droits de l'homme, sur le plan tant individuel que social. De même que dans le passé nous avons dénoncé la situation comme étant contraire aux exigences évangéliques, de même aujourd'hui réaffirmons-nous que nous sommes d'accord avec la motivation profonde du combat pour la justice et pour la vie."

"La lutte du peuple pour devenir l'artisan de sa propre destinée a été profondément marquée par la pensée et l'oeuvre de Augusto César Sandino; cela accentue l'originalité de la Révolution nicaraguayenne en lui donnant son style propre et son drapeau aux couleurs de la justice sociale, des valeurs nationales et de la solidarité internationale."

#### La convergence entre nous et le Front n'est ni identification ni dépendance

Cependant, nous le répétons, qui dit convergence ne dit pas dépendance ni identification. Evidemment, de très nombreux chrétiens participent à titre personnel, comme d'autres citoyens, à la lutte révolutionnaire sous la direction du Front sandiniste; mais la communauté chrétienne comme telle collabore avec le Front sandiniste en fonction de sa dynamique propre, avec ses cadres, son organisation et ses relations internationales, en se servant du langage qui lui est propre, de ses symboles, de ses célébrations, de ses fêtes, et en élaborant sa propre réflexion théologique. En un mot, elle apporte sa collaboration en partant d'une inspiration originale et autonome. Sans que cela signifie pour autant qu'à aucun moment elle ne reste en dehors ou au delà du processus, précisément parce qu'elle n'est ni en dehors ni au delà du peuple en lutte, du peuple agressé.

Nous cherchons donc une voie nouvelle entre un spiritualisme apolitique et une politisation réductrice. Nous ne sommes ni une Eglise piétiste, étrangère à la lutte du peuple, ni une Eglise intégrée à une organisation politique. Nous sommes et nous voulons être, chaque jour davantage, dans la fermeté et l'humilité, l'Eglise de Jésus de Nazareth, la communauté d'adoration du Père, de l'amour fraternel et de l'engagement libérateur, communauté qui naît de la vie et de la prédication de Jésus, de son sang et de son corps ressuscité. Nous sommes une communauté vouée à l'annonce et à la construction du royaume de Dieu. Convaincus que nous sommes, comme disent nos évêques, que "l'annonce du royaume implique de le rendre présent

"à l'histoire, de l'établir au milieu de nous". Mais également convaincus que la construction du royaume ne se ramène pas à la construction de la nouvelle société car "proclamer le royaume veut dire annoncer le Dieu du royaume et "son amour paternel, fondement de la fraternité entre les hommes".

Nous reconnaissons le Front sandiniste dans sa tâche d'avant-garde du peuple. Mais notre position vis-à-vis de lui n'est pas inconditionnelle. Le Front sandiniste, nous le savons, a un grand passé d'intelligence politique, de dévouement à la cause du peuple, d'idéal et d'héroïsme. Cependant il peut se tromper et, durant ces difficiles années de transition, il s'est assez souvent trompé, y compris dans des domaines très importants comme la question miskita, la réforme agraire, la censure de la presse, etc. Il a aussi commis des erreurs, à notre avis, en ce qui concerne les relations avec l'Eglise: par exemple, dans le cas de l'expulsion des dix prêtres.

Nous avons dénoncé ces erreurs et nous continuerons de le faire, dans l'exercice du droit de critique de tout révolutionnaire, et dans la fidélité à la mission prophétique de l'Eglise face à tout pouvoir.

Dans cette tâche difficile nous continuons de nous inspirer des principes que les évêques nicaraguayens ont proclamés après le triomphe:

"Nous reconnaissons également les risques, les dangers et les erreurs du processus révolutionnaire, tout en sachant que dans l'histoire la pureté absolue n'existe pas en ce domaine. C'est pourquoi il faut reconnaître l'importance de la liberté de critique et d'expression, comme moyen irremplaçable de signaler les erreurs pour les corriger, et de perfectionner les acquis du processus révolutionnaire."

"Nous devons (...) rappeler qu'aucune révolution dans l'histoire n'est capable de correspondre aux exigences infinies de la justice et aux dimensions absolues de la solidarité telles qu'elles existent dans le royaume de Dieu. Par ailleurs, nous devons affirmer que notre engagement dans le processus révolutionnaire n'est aucunement signe d'ingénuité ni d'enthousiasme aveugle, et encore moins d'agenouillement inconditionnel devant une nouvelle idole. La dignité, la responsabilité et la liberté chrétienne sont des valeurs auxquelles on ne peut renoncer dans le cadre d'une participation active au processus révolutionnaire."

#### Nos critiques au Front sandiniste

Dans la formulation des critiques du processus révolutionnaire, notre critère fondamental n'est pas celui des intérêts de l'Eglise institutionnelle, mais celui du peuple que l'Eglise est destinée à servir. C'est dans ce sens que les évêques nous donnaient leurs orientations dans leur lettre-programme: "L'Eglise doit enseigner à regarder les choses du point de vue des pauvres, car leur cause est celle du Christ." "Les évêques nicaraguayens ne demandent pour l'Eglise aucun privilège, si ce n'est de pouvoir mettre en oeuvre sa mission d'évangélisation, à titre d'humble mais précieux service du peuple."

Cependant, relever les limites et les erreurs du Front sandiniste ne signifie pas pour nous mettre en question sa fidélité substantielle au projet original de la Révolution, ni mettre en doute la qualité humaine, politique et morale, de ses dirigeants et de ses militants. Relever les limites et les erreurs du Front sandiniste par rapport à l'Eglise ne signifie pas lui attribuer une idéologie antichrétienne ou totalitaire. La confiance humaine et politique du Front sandiniste dans les chrétiens qui partagent son projet et ses luttes est indubitable. Et elle représente une occasion unique d'investissement des énergies libératrices de la foi chrétienne, à cette croisée

historique, dans la formation de l'homme nouveau et du peuple nouveau. Il faut également reconnaître avec quelle honnêteté les dirigeants du Front sandiniste ont reconnu et corrigé certaines des erreurs commises; et avec quel courage ils impulsent aujourd'hui dans tout le pays un climat d'autocritique franche et de recherche collective. Notre communion ecclésiale serait sans aucun doute plus fraternelle et plus évangélique si elle vivait dans un climat semblable.

La cause des erreurs du Front sandiniste ne réside pas dans son idéologie. Elle tient à la complexité et à la nouveauté de la situation dans laquelle nous placée la transformation révolutionnaire. Elle est liée à l'apparition de problèmes qui se posent pour la première fois dans l'histoire de notre pays et, peut-être, du monde. Qui peut alors s'étonner que nous ne leur ayons pas encore trouvé de solutions sûres, que nous tâtonnions, et que certains essais de solution aient raté? Nous avons du mal à comprendre pourquoi la hiérarchie catholique, qui a fait et continue de faire preuve de tant de compréhension et de tolérance envers d'autres régimes, oppresseurs pour nombre d'entre eux, se montre tellement exigeante et intolérante envers ce jeune, difficile et fragile mouvement révolutionnaire.

L'Eglise et l'Etat au Nicaragua auraient des relations beaucoup plus pacifiques et fécondes si nous avions, les uns et les autres, une conscience plus claire du fait que nous nous trouvons à une croisée historique pour l'Eglise et pour l'Etat, c'est-à-dire affrontés à des tâches auxquelles personne n'a de solutions catégoriques et pour lesquelles nous sommes tous en recherche, dans le seul but de servir les intérêts du peuple et non pas ceux de l'une ou de l'autre organisation. Seul l'amour du peuple - notre flamme et notre passion - peut nous conduire à inventer un nouveau style de relations, celles du respect mutuel, de la franchise, du dialogue, de la collaboration.

En tant que chrétiens révolutionnaires, qui nous voulons partie prenante "jusqu'au bout" de l'Eglise comme de l'Etat révolutionnaire, nous nous engageons à donner tout ce qui est en notre pouvoir à cette tâche difficile et imprescriptible: bâtir l'unité nationale pour défendre tous ensemble notre histoire et notre avenir (8).

Centre oecuménique Antonio Valdivieso  
P. Uriel Molina, directeur  
Rév. Miguel Angel Casco Gonzalez, co-  
directeur

---

(8) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le président Ortega vient de décréter l'état d'urgence. Nous donnerons évidemment suite à cet événement (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441